

«Je fais confiance aux nouvelles générations d'Algériens»



Quand Gilbert Meynier tentait de percer le secret de l'engagement sans faille de cette «mince frange» de pieds-noirs et de juifs d'Algérie dans le combat libérateur, il écrivit ceci : «Non-musulmans, ils avaient eux, de manière spécialement vitale, besoin d'une nation algérienne.» (Histoire intérieure du FLN-1954-1962, p 251-252).

Du point de vue de l'identification nationale, ajoute l'historien, les pieds-noirs nationalistes algériens FLN «furent d'authentiques algériens, étrangers qu'ils étaient tant au communautarisme de base des arabo-berbères qu'au communautarisme mahométan universel ; et parce qu'ils avaient pratiquement rompu avec leur communauté originelle tant leur engagement était exceptionnel».

Couple mythique s'il en est, de la Révolution algérienne, Pierre et Claudine Chaulet abhorrent les feux de la rampe, cultivent religieusement la discrétion, la modestie sur tout ce qui a trait à leurs contributions, passées et présentes, leurs insondables sacrifices pour que triomphent les luttes émancipatrices du peuple algérien.

### **Professeur Chaulet, comment épouse-t-on une cause indépendantiste lorsqu'on vient du catholicisme social ? Y a-t-il une mécanique ?**

Pierre : il n'y a rien de mécanique. Ayant baigné depuis mon enfance dans l'atmosphère familiale créée par des parents engagés dans le syndicalisme et l'action sociale — extension à l'Algérie des congés payés en 1936 et des allocations familiales en 1941, revendications pour l'égalité des salaires entre travailleurs algériens et européens, puis introduction d'un système de sécurité sociale en Algérie — j'étais sensibilisé à l'inégalité sociale, aux injustices, et au refus du racisme. Par la suite, mon engagement dans des mouvements de jeunesse, les rencontres que j'ai eu la chance de faire m'ont ouvert à d'autres horizons et m'ont fait passer du social au politique. Né et élevé en Algérie (comme mes parents) je ne m'imaginai pas une vie ailleurs et je trouvais naturel, moi aussi, comme les jeunes Algériens que je rencontrais et dont je partageais les espoirs, de revendiquer l'Algérie comme mon pays et ma patrie.

### **Était-il évident pour vous de prendre position aux côtés de ceux qui ont choisi de répondre présent à l'appel du 1er Novembre 1954 ?**

P. Pour moi, c'était évident. Pour les militants anticolonialistes d'Algérie, qui avaient suivi avec anxiété la crise du mouvement national depuis 1953 et qui suivaient avec attention l'évolution de la situation au Vietnam, après la victoire de Dien Bien Phu, ainsi que les «événements» de Tunisie et du Maroc, cet appel était comme une délivrance. D'autant plus que dans cet appel, pour la première fois dans l'histoire de la décolonisation, dans un territoire qui avait été considéré comme une colonie de peuplement, les anciens colonisés offraient l'égalité des droits et des devoirs ainsi que la citoyenneté aux éléments de la minorité coloniale qui en feraient le choix. C'était une originalité algérienne. La deuxième originalité, ce sont les quelques individus comme nous qui ont fait ce choix parce qu'ils avaient confiance en le mouvement qui

commençait et qu'ils ont pris au sérieux ce qui était annoncé. Mais nous n'étions qu'une petite minorité au sein de la minorité dite « européenne », marqués que nous étions par la découverte du racisme et de l'oppression coloniale, de l'apartheid larvé dans lequel nous vivions et des injustices sociales révoltantes qui en étaient les conséquences.

Ce qui a été déterminant, pour moi, comme pour d'autres qui militaient dans des partis politiques progressistes au cours de la période 1948-1953, cela a été la rencontre et la longue fréquentation de jeunes militants algériens de notre âge, étudiants ou membres de mouvements de jeunesse, avec lesquels nous partagions les mêmes analyses de la situation nationale, régionale et internationale, formulions des projets communs et avions les mêmes espoirs pour l'avenir de l'Algérie, que nous considérions comme notre patrie commune. Cette position était exceptionnelle parmi les jeunes Européens de la minorité coloniale, conditionnés par leur enfermement dans la « bulle coloniale », leur histoire familiale, leur éducation, leur statut et une situation de prépondérance économique, politique, sociale et culturelle qui leur paraissait naturelle.

### **C'était donc un choix sans heurt...**

P. Oui, au jour du 1er Novembre : je n'avais pas à choisir, j'étais déjà dans un camp. En fait, les heurts avaient eu lieu avant, quand, avec quelques responsables de mouvements de jeunesse, nous avons décidé d'organiser des rencontres de jeunes « de toutes origines » comme on disait à l'époque, pour parler librement des problèmes économiques, sociaux et politiques, et de l'avenir de l'Algérie dont nous rêvions. Dans le contexte de l'Algérie des années 1950, marquée par l'existence de deux collèges de citoyens et du truquage électoral organisé par le pouvoir colonial, réunir des jeunes qui discutaient librement de tout et se rencontraient à égalité était fondamentalement subversif : nous étions déjà surveillés et fichés par les services de police. C'est au cours de cette période que se sont opérées les décantations parmi les quelques jeunes Européens qui nous accompagnaient, entre ceux qui allaient devenir des « libéraux », ouverts à l'évolution de la situation politique, éventuellement favorables à l'idée d'indépendance — certains, comme l'avocat Pierre Popie, l'ont payé de leur vie — et ceux qui, comme nous, choisissaient de s'intégrer à la lutte de Libération nationale en revendiquant l'Algérie comme leur patrie, l'indépendance nationale nous paraissant alors la condition nécessaire et préalable à tout progrès de développement économique et de justice sociale, et de participer à égalité à la construction de l'Algérie nouvelle.

### **A cette époque, vous fréquentiez le quartier de la Marine...**

P. Oui. C'est là que, sortant de l'hôpital Mustapha où nous faisons nos stages d'étudiants en médecine avec mon ami Pierre Roche (le futur chirurgien) nous rencontrons nos amis communs au local des SMA, rampe de la Pêcherie : Omar Lagha, Mahfoud Kaddache, Redha Bestandji, Salah Louanchi, Mohamed Derouiche, Mohamed Drareni. Nous prenions nos repas dans les petits restaurants des environs de la place « du cheval » (comme on appelait à l'époque la place des Martyrs) où nous retrouvions d'autres amis : élus municipaux, comme Zitouni Messaoudi ou élus à l'Assemblée algérienne comme Larbi Demaghatrous, des syndicalistes (Embarek Djilani), des journalistes (Mohamed Laichaoui, Hadj Cherchalli), des responsables politiques comme Abdelhamid Mehri, Abdelmalek Temam, Mustapha Ferroukhi ou Sid Ali Abdelhamid. Ces rencontres m'ont plongé dès 1951 dans un milieu nationaliste et ont contribué à mon initiation politique.

**Comment avez-vous vécu cette soirée du 1er Novembre lorsque Mohamed Laïchaoui, journaliste et militant MTLD, vous a appris le début de la lutte armée ?**

P. A la fois comme un soulagement et une inquiétude. Soulagement de voir enfin une initiative qui posait le fond du problème et nous sortait des bagarres fratricides entre militants centralistes et messalistes. Laïchaoui m'avait dit : «Ce ne sont ni les uns ni les autres, mais c'est sérieux !» Inquiétude devant les risques d'une répression étendue comparable à la répression de mai 1945. A l'époque, je ne connaissais pas l'existence du CRUA ni les étapes qui avaient précédé la création du FLN et de l'ALN. Dans les jours qui ont suivi, j'en ai appris davantage, j'ai su que cela allait durer et que d'autres choix devaient être faits, notamment dans la revue que notre groupe avait lancée, Consciences Maghrébines dont le directeur était André Mandouze. Nous serons les premiers à publier la collection des tracts du FLN fin 1955 et en juin 1956.

**Claudine Chaulet, à cette époque, vous étiez étudiante à Paris et vous donniez des cours d'alphabétisation aux émigrés algériens. Est-ce contact qui vous a décidé à franchir le pas et à vous engager ?**

C. Pas seulement. Bien sûr, lorsque j'étais étudiante à Alger, j'avais suivi les cours d'André Mandouze, participé aux stages universitaires qu'il organisait, à la correction des épreuves de la première revue qu'il avait lancée en 1951, Consciences Algériennes. J'avais fait du syndicalisme étudiant, élue parmi d'autres pour représenter la corpo de lettres à l'Association générale des étudiants grâce aux voix des étudiants algériens de la médersa à cause de mon étiquette de «mandouziste» ; j'avais établi des relations amicales à Alger et surtout à Paris avec les étudiants algériens. Si bien que la situation politique de l'Algérie ne m'était pas inconnue et que, d'emblée, j'avais compris que le 1er Novembre était un événement nouveau et important. Les rencontres faites à Alger en cette fin d'année 1954 m'ont fait franchir le pas et j'ai trouvé naturel de m'engager aux côtés de Pierre.

**Vous aviez pourtant une carrière toute tracée, une vie douillette...**

C. Une carrière, peut-être : j'avais renoncé à une carrière d'enseignante littéraire et j'avais choisi de mener des études de sociologie et d'ethnologie, ce qui m'ouvrait à d'autres civilisations et à d'autres cultures. Une vie douillette ? Ce n'était pas précisément mon objectif ! Je n'y pensais pas.

**Vous aviez 11 ans quand vous êtes venue vous installer avec vos parents en Algérie, à la fin de l'année 1941. Ils étaient fonctionnaires français, votre mère professeur d'histoire et de géographie, votre père officier de gendarmerie. Cela ne vous a pas posé de problèmes ?**

C. Encore maintenant, je ne crois pas que cela ait constitué un obstacle. Mes parents étaient des libéraux au sens fort du terme, dans le contexte de la fin de la deuxième guerre mondiale et de la fin des empires coloniaux. Fondamentalement républicains, antifascistes, ils étaient venus en Algérie par choix pour continuer à leur place à ce qui allait être la libération de la France de l'occupation nazie. Libéraux au sens fort du terme, cela veut dire qu'ils ont toujours répondu à mes questions sur l'histoire de l'Algérie et du Maghreb, sur Mai 1945, et qu'ils ont toujours respecté mes choix. J'ai été élevée dans une ambiance de liberté et d'absence de racisme. Bien sûr, après notre mariage, ils n'étaient pas au courant de toutes mes activités, mais m'ont soutenue lorsque Pierre a été arrêté.

**Je voudrais revenir à décembre 1954, lorsque vous vous êtes rencontrés, vous deux, Claudine et Pierre. Vous avez écrit ensemble une page glorieuse...**

P. et C. Cette rencontre improbable a eu lieu au domicile de Mandouze, au cours d'un dîner auquel assistaient Salah Louanchi et Abdelhamid Mehri, qui venaient d'échapper à une interpellation par la police et d'entrer en clandestinité. Claudine, étudiante au Musée de l'Homme, venait dans sa famille à Alger pour les vacances de fin d'année. Elle était en contact avec des étudiants algériens à Paris, elle avait suivi l'annonce du 1er Novembre mais voulait avoir plus d'informations sur la situation réelle que ce qu'elle pouvait avoir à Paris. Ancienne étudiante de Mandouze lorsqu'elle était étudiante à Alger, elle lui avait téléphoné dès son arrivée, et s'est trouvée invitée à ce dîner où nous devions discuter avec Pierre Roche, André Mandouze, Salah Louanchi et moi du contenu du prochain numéro de la revue. Evidemment l'ordre du jour prévu a été bousculé par l'urgence de trouver un gîte pour les deux clandestins et par la discussion générale sur la situation politique en Algérie. Les discussions se sont poursuivies entre nous deux durant les jours suivants, jusqu'à la décision de continuer notre chemin ensemble, prise au début janvier 1955.

**En 1955, vous faites une rencontre déterminante avec Abane Ramdane. Cela s'est passé au Ruisseau, au domicile d'Ahmed Bouda. Vous cherchiez à l'interviewer ?**

P. Oui, le 21 septembre 1955, nous avons rencontré Ramdane Abane sans savoir que c'était lui. Nous venions de nous marier, Claudine et moi. Nous étions chargés par Colette Jeanson (qui préparait avec Francis Jeanson le livre qui allait sortir en fin d'année 1955 : L'Algérie hors la loi) de recueillir une interview d'un responsable FLN pour confirmer ou préciser les propos tenus par des responsables FLN-ALN au journaliste Robert Barrat, dans un entretien paru le 15 septembre dans l'hebdomadaire France Observateur. Assistaient à l'entretien Ahmed Bouda, Salah Louanchi et Lakhdar Rebbah. A la fin de l'entretien que nous étions venus recueillir, Abane nous a demandé : «Et vous, que pensez-vous ?» Sans nous consulter, nous lui avons répondu du tac au tac : «Nous sommes algériens !» Cela l'a surpris, mais les amis qui assistaient à la scène lui ont confirmé nos dires.

**Quel souvenir gardez-vous de ce premier contact ?**

P. Celui d'un homme intelligent, à l'esprit clair et au contact direct. D'ailleurs, dès le lendemain, il nous a mis à l'épreuve. Nous avons été informés que nous aurions à transporter dans notre 2 CV un clandestin, d'Alger-Centre à El Harrach. Au rendez-vous fixé, nous avons vu arriver notre interlocuteur de la veille, en gabardine beige, avec un chapeau de feutre plat, comme c'était à la mode à l'époque. C'était un dimanche matin, et cet accoutrement pouvait le faire passer pour un petit employé de la classe moyenne, rendant visite à des parents. Le carton à gâteaux contenait en fait un pistolet. Par la suite, nous l'avons hébergé à plusieurs reprises et longuement discuté de tout : de son expérience de la détention, de la situation nationale et internationale, de l'évolution de la politique française, des étapes de la lutte nationale, de l'avenir de l'Algérie. Il avait beaucoup lu durant sa détention à Ensisheim, la prison de haute sécurité où il purgeait sa condamnation de 5ans après son arrestation lors du « complot » de 1950. Il était curieux de tout et spécialement de nos réactions. Nous n'avons jamais eu l'impression d'avoir devant nous un homme colérique ou caractériel. Il était ferme dans ses convictions, passionné d'unité nationale et très ouvert à la discussion, nous faisant totalement confiance pour ses déplacements ou les déplacements que nous assurions pour d'autres responsables : Belkacem Krim, Amar Ouamrane, Slimane Dehyès., comme pour les missions

qu'il nous confiait. Pour lui, comme il l'avait dit dans l'entretien qu'il nous a accordé pour les Jeanson, peu lui importait que l'on soit musulman ou non : «Nous accepterions un israélite, un protestant, un catholique, pourvu qu'il soit décidé à lutter pour la libération nationale et qu'il accepte le programme du Front.»

### **La situation de Abane devient très fragile après la grève des 8 Jours, en 1957, et lorsqu'il décide de quitter Alger...**

P. Je n'en savais rien à l'époque, ayant été arrêté fin février de la même année et expulsé d'Algérie en mai 1957. Ce que je sais, c'est qu'après sa sortie à l'extérieur, il a été affecté par le CCE au service de presse et information qui était domicilié à Tunis, rue Mokhtar Attia : c'est là que nous l'avons retrouvé, d'abord Claudine, arrivée à Tunis en octobre, puis moi en décembre, après avoir soutenu ma thèse de doctorat en médecine à Paris.

### **Revenons à la période 1955-1957 à Alger : étiez-vous structurés ?**

P et C. Nous étions à la disposition des membres du CCE pour l'hébergement (chez nous ou dans les lieux que nous pouvions trouver) et les transports, notamment entre Alger et Lakhdaria, Thenia, Tizi Ouzou. Par ailleurs, nous développons des contacts avec les journalistes français (Le Monde, France Observateur...) ou étrangers ( en particulier un journaliste japonais) et nous transmettions des informations et des déclarations du CCE à divers journaux. En particulier au journal L'Action de Tunis dont Pierre était devenu l'un des correspondants. Enfin, nous avons contribué au réseau de soutien sanitaire du FLN –ALN pour la zone autonome d'Alger, en trouvant des médecins et des chirurgiens pour soigner les blessés et les malades qui nous arrivaient, en nous déplaçant pour examiner des malades ou suivre des blessés dans divers refuges, à Alger et hors d'Alger, en formant des infirmiers-secouristes pour l'ALN (surtout après la grève des étudiants).

### **Quel type de rapports aviez-vous avec Larbi Ben M'hidi ?**

P. Très simples. C'était un homme très calme, sûr de ses convictions et sachant les exprimer, très ouvert, que j'ai surtout connu après le Congrès de la Soummam. Nous avons préparé ensemble un texte sur l'avenir de la minorité européenne, qui reprenait les thèmes annoncés dans l'appel du 1er Novembre, thèmes qui avaient été développés dans la plateforme de la Soummam. C'est lui qui assumait la rédaction du texte final qui devait paraître dans le numéro 7 d'El Moudjahid (édition ronéotée à Alger) : ce texte a disparu après l'arrestation de Larbi Ben M'hidi. C'est nous qui l'avons accompagné jusqu'au boulevard du Telemly, à un endroit d'où il pouvait rejoindre à pied l'appartement dans lequel il a été arrêté. Comme il n'avait pas de provisions, c'est Claudine qui est allée chez l'épicier voisin acheter un paquet de pain d'épices.

### **Est-il vrai qu'il était très religieux ?**

P. Je n'en ai jamais parlé avec lui. Il était certainement croyant et bon musulman, d'après ce que je sais de sa jeunesse et de sa formation, mais il n'avait pas une religiosité ostentatoire. Son ouverture d'esprit témoignait d'un esprit profondément humaniste et de sa culture politique universaliste.

### **Après la grève des huit Jours, comment avez-vous vécu la répression et les arrestations de responsables dont Larbi Ben M'hidi à Alger, et à Paris les responsables de la Fédération de France?**

P. Je pressentais la répression et je pensais bien que je risquais d'être arrêté. Je n'ai appris l'arrestation de Ben M'hidi et des responsables de la Fédération de France que lorsque j'étais interrogé dans les locaux de la DST, à Bouzaréah.

**C'est la DST qui vous a arrêté ?**

P. Oui. Dans le contexte, c'était moins dangereux que d'être enlevé par des parachutistes. Ils sont venus me chercher à l'hôpital et m'ont accompagné à la maison, à Diar El Mahçoul. Perquisition, fouille des papiers, de nos livres, de mes documents médicaux : ils n'ont rien trouvé de compromettant et ont emmené un livre qui leur paraissait suspect. C'était Les Chansons des jeunes filles arabes de Mostefa Lacheraf !

**Avez-vous été torturé ?**

P. Non, pas physiquement. Juste interrogé sans relâche pendant 3 jours, assis sur une chaise inconfortable. Probablement parce que mon père était connu et avait commencé à intervenir pour savoir où j'étais. Mon problème était de ne rien dire qui puisse leur être utile. Lorsque j'ai compris que le seul élément qu'ils avaient contre moi, c'était l'adresse de Mohamed Ben Smaïl, le rédacteur en chef de L'Action à Tunis, je les ai entraîné sur cette piste. Alors, ils m'ont permis de téléphoner à ma femme pour lui dire que je ne rentrerai pas le soir : ce qui m'a permis d'apprendre qu'elle était revenue de Blida et que la mission qui nous avait été confiée était achevée.

**Claudine, vous étiez sur la route de Blida ce 27 février 1957. Vous transportiez Abane qui quittait Alger — après l'arrestation de Ben M'hidi — pour rejoindre l'extérieur avec les autres membres du CCE. Comment avez-vous vécu ce trajet ?**

C. Lorsque Pierre a été emmené par les inspecteurs de la DST, nous avons rendez vous à 14 heures avec Ramdane Abane près de la place du 1er Mai, pour l'emmener à Blida. J'avais fait, la veille avec Pierre, la reconnaissance du trajet et du lieu de destination. Donc j'ai pris avec moi mon fils qui avait 8 mois, j'ai recueilli Abane comme prévu en lui annonçant l'arrestation de Pierre, et nous sommes partis sur la route de Blida. Il m'a donné les consignes à suivre en cas d'arrêt par un barrage militaire, pour me mettre à l'abri, moi et mon bébé. Nous avons discuté de l'évolution de la situation, et je l'ai déposé comme prévu à l'entrée d'une huilerie, entre Birtouta et Blida.

**En décembre 1957, comment avez-vous retrouvé Abane à Tunis ?**

P. Le lendemain de mon arrivée à Tunis, le 21 décembre 1957, j'ai retrouvé Ramdane Abane au siège de la Commission de Presse et d'information du FLN, rue Mokhtar Attia, et je lui ai remis le rapport qu'il m'avait demandé, un an auparavant à Alger, sur l'organisation des services de sante dans l'Algérie indépendante. Il m'a dit : «On verra ça plus tard, il y a d'autres problèmes.» Puis il m'a présenté à Ahmed Boumendjel et à Redha Malek, en me disant que j'aurai à collaborer avec l'équipe de rédaction d'El Moudjahid. J'ai ainsi assisté à la dernière réunion du Comité de rédaction présidée par Abane, avant son départ pour Tétouan. Après cette rencontre, nous sommes partis à pied, tous les deux, prendre un café à une terrasse de l'avenue Bourguiba. Il m'a longuement interrogé sur ma détention, l'état d'esprit des détenus que j'avais rencontrés, sur les personnes que j'avais rencontrées durant mon séjour à Paris et sur le retentissement de l'évolution de la situation (l'affaire Melouza, celle de l'armée de Bellounis) sur l'opinion publique en France. Puis nous nous sommes quittés en nous promettant

de nous revoir à son retour du Maroc.

**En s'exilant à Tunis, Abane n'avait-il pas signé son arrêt de mort ?**

P. Je n'en sais rien. Je pense que son élimination physique a été la résultante de plusieurs facteurs, dont certainement des différences de conception sur l'avenir politique de l'Algérie. Ce qui reste étonnant, plus de 50 ans après, c'est que les motifs invoqués pour son élimination n'ont jamais été clairement énoncés par ceux qui en ont assumé la responsabilité.

**Est-ce que l'élimination de Abane a changé, d'après vous, le cours de l'histoire ?**

P. Cela me paraît difficile de dire cela : on peut toujours imaginer un cours différent de l'histoire. Ce ne sont que des supputations. Dans ce bouleversement social énorme qu'a été la lutte de libération, la volonté collective et les aspirations de toute une population me paraissaient plus importantes pour l'avenir que des conflits de personnes, même si ces conflits révélaient des divergences sérieuses, et en l'occurrence, mortelles.

**La plateforme de la Soummam a-t-elle été enterrée à Tétouan ?**

P. C'est vous qui le dites. Je ne le pense pas : la description des différentes couches de la population et leur mobilisation décrite dans la plateforme sont conformes à la situation de l'époque et à l'œuvre d'unification nationale menée par la CCE sous l'impulsion conjointe de Ramdane Abane et de Larbi Ben M'hidi, comme l'a bien décrit Benyoucef Benkhedda dans son livre.

Les principes posés à ce moment-là, dans une situation particulière, restent largement d'actualité dans un contexte totalement différent. La «primauté» reste à l'intérieur du pays : c'est l'évolution de la société algérienne «réellement existante» dans son ensemble, avec ses contradictions internes et ses crises (comme dans toute société) qui conditionne l'avenir, quels que soient les apports ou les conseils de l'extérieur. Et la primauté du politique sur le militaire reste un principe de base si l'on veut construire un Etat de droit.

**Frantz Fanon, c'est aussi vous qui l'avez recruté en 1955...**

P. Au début 1955, l'existence de ce psychiatre qui tenait des propos antiracistes remarqués au ciné-club de Blida nous avait été signalée par des militants locaux. Comme nous avons lu son livre « Peaux noires, masques blancs » et ses articles dans la revue Esprit, nous lui avons rendu visite à l'hôpital psychiatrique, Salah Louanchi, Mohamed Drareni et moi-même pour un premier contact et pour lui demander s'il accepterait de participer à une section locale des Amitiés algériennes, une association qui servait de paravent aux activités du CSVR (Comité de soutien aux victimes de la répression) qui avait été dissous avec le MTLD dont il était l'émanation. Par la suite, nos contacts se sont intensifiés, jusqu'au jour où, mandaté par Abane, je suis allé lui demander de prendre en charge des militants fragilisés par la répression qui risquaient de « flancher » en cas de nouvelle arrestation et de torture. A partir de là, il a été incorporé au réseau sanitaire de l'Algérois, et on savait qu'on pouvait faire appel à lui en cas de besoin. Par ailleurs, il était en contact avec des responsables de la Wilaya IV.

**Le 12 décembre 1961, vous assistez tous deux à l'enterrement de Fanon à la frontière algéro-tunisienne, «en terre algérienne» comme il l'avait souhaité...**

P. Oui, des photos en témoignent. Un détachement de l'ALN rendait les honneurs et il y avait là

des représentants de tous les ministères du GPRA, des organisations nationales (Croissant-Rouge algérien, UGTA, Ugema, UGCA), des scouts, et des amis personnels. C'est le commandant Ali Mendjeli qui a prononcé l'allocution d'adieu à Frantz Fanon, dans un cimetière de chouhada situé à l'est de Ghardimaou, en regard dans « le bec de canard » du côté algérien, entre la frontière et la ligne Morice.

Le récit de cet enterrement a été rapporté dans El Moudjahid, en même temps que quelques extraits des Damnés de la terre qui venait d'être publié. Aujourd'hui, tous les restes de ces frères ont été transférés à quelques kilomètres de là, au pied de la montagne, dans le cimetière de Aïn Kerma.

**En septembre 1960, lors du congrès de l'Ugema à Tunis, vous écrivez une lettre au Président du GPRA, Ferhat Abbas, pour protester contre l'annulation de l'élection d'une étudiante algérienne d'origine juive par la section de Berlin, la future psychiatre Alice Geronimi-Cherki en l'occurrence. «Dire que Mme Geronimi, née Cherki, je vous cite, est d'origine européenne alors qu'il s'agit d'une indigène algérienne authentique est une grossièreté gratuite qu'il est difficile de croire involontaire.» Pensez-vous que votre lettre soit toujours d'actualité ?**

P. Oui. Le président Ferhat Abbas venait de lancer un appel aux «Européens d'Algérie» et il nous paraissait important à l'époque de respecter une élection faite au sein d'une organisation nationale.

Je pense que les termes de cette lettre, restée sans réponse, sont d'actualité quand on constate la dérive «communautariste» de l'opinion de la majorité de nos concitoyens, en particulier des plus jeunes qui ignorent l'histoire du mouvement national et pour qui des gens comme nous sont vus davantage comme des «amis de l'Algérie» (donc en quelque sorte «extérieurs») que comme des concitoyens égaux en droits et en devoirs.

**Vous avez participé indirectement aux négociations d'Evian, en travaillant des dossiers transmis à la délégation algérienne.**

P. Avec Claudine et l'équipe du centre de documentation du ministère de l'Information, nous avons contribué à la préparation de deux dossiers qui ont été proposés aux membres de la délégation algérienne qui allaient négocier à Evian : sur la minorité de peuplement colonial, et sur le Sahara algérien (histoire, limites, exploitation des richesses du sous sol). Nous en avons discuté avec les deux membres de la délégation dont nous étions les plus proches : Redha Malek et Mohamed Seddik Benyahia. D'autres équipes travaillaient aussi sur d'autres aspects de la négociation. Au total, les principes que nous avons proposés sur le statut futur de la minorité coloniale ont été retenus par les négociateurs qui ont su les faire partager à la partie française. Le déchaînement final de l'OAS, favorisé par la durée des négociations, a pratiquement vidé de leur substance nos propositions

**Comment avez-vous vécu le 5 Juillet 1962 ?**

P et C. En banlieue parisienne, dans une soirée organisée par la Fédération de France du FLN. Nous avons fêté l'indépendance qui était enfin là. Et nous savions que d'autres problèmes aller se poser ...

**Comment avez-vous trouvé Alger à votre retour, avec les «pieds noirs» qui partaient ?**



P. Avec une joie mêlée de peine au souvenir des amis proches que nous avons perdu au cours de la lutte. Nous ne pensions pas spécialement aux «pieds noirs» qui partaient : c'était leur choix. Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour aménager une phase transitoire acceptable pour ceux d'entre eux qui restaient (enseignants, personnels de santé, ingénieurs, techniciens). Pour nous comme pour tous les «revenants» de la guerre (anciens détenus, anciens réfugiés à l'extérieur, nouveaux cadres), il fallait trouver un logement et un emploi. C'est ainsi que j'ai signé en juillet 1962 un contrat de médecin spécialiste à temps plein à l'hôpital Mustapha et que Claudine a été recrutée au Bureau des études au ministère de l'Agriculture et de la réforme agraire, et que nous avons trouvé à louer la maison où nous vivons, à Hydra.

### **La crise de l'été 1962, comment l'avez-vous vécue ? Vous a-t-on conseillé de ne pas prendre position ?**

P. Nous l'avons vécue de loin. Cette crise avait été amorcée lors du Congrès de Tripoli. La virulence des ambitions qui s'affrontaient ne nous intéressait pas. Pour nous l'objectif de l'indépendance étant atteint, nous choisissons de faire notre métier et de mettre au service de la collectivité nos savoirs et nos compétences, en médecine et en sociologie rurale. Personne ne nous a conseillé de faire ou de ne pas faire quoi que ce soit. J'ai assisté à une réunion de la nouvelle équipe qui avait pris en mains El Moudjahid, dans les locaux de L'Echo d'Alger : ce n'était plus la même chose qu'à Tunis, je ne me sentais plus à ma place, et je n'y suis plus revenu.

### **Comment avez-vous perçu l'accession de Ben Bella au pouvoir ?**

P. Comme un prolongement de la crise de l'été 1962. On ne nous a pas demandé notre avis ! Il y avait tellement de choses à faire que la personnalité des responsables politiques du moment nous importait moins que la réalisation des tâches quotidiennes.

### **Quelle était la nature de vos rapports avec Boumediène ?**

P. et C. Nous n'avions pas de rapports particuliers avec lui. Il a reçu Claudine après sa thèse sur «La Mitidja autogérée» pour la féliciter.

### **Ce n'était pas l'Etat dont vous rêviez ?**

P. Il est difficile, après coup de comparer rêves et réalités. Disons que la pratique autoritaire de la gouvernance n'était pas très démocratique, mais on s'en accommodait comme tous ceux qui ont servi l'Etat et ont été des ministres de Boumediène à l'époque (dont certains sont devenus des «démocrates» aujourd'hui). Pourquoi ? Parce que les progrès de la scolarisation, les premières mesures de réforme agraire et l'autogestion des entreprises agricoles, la gratuité des soins médicaux, la nationalisation des hydrocarbures, les premières élections communales et aux assemblées de wilaya nous paraissaient autant d'acquis positifs dans la ligne de nos espoirs. Et surtout, nous avons eu tellement peur à la fin de la guerre et après la crise de l'été 1962 que le pays sombre dans le chaos et une partition régionaliste, que nous pensions qu'après tout, cela aurait pu être pire !

### **Avez-vous rencontré Boudiaf ?**

P. Oui. Peu de temps après son arrivée à la tête du HCE, nous avons dans les services de santé publique une grave pénurie de médicaments essentiels (dont les médicaments

antituberculeux), conséquence de l'ouverture débridée à l'économie de marché. Des amis proches m'ont conseillé d'aller le voir. J'ai trouvé un responsable attentif et ouvert, qui a compris mon inquiétude, étant lui-même un ancien malade. Plus tard j'ai eu l'occasion de le rencontrer après avoir été élu comme vice-président de l'Observatoire national des droits de l'homme.

**Comment avec vous vécu l'assassinat de Boudiaf ?**

P. Avec abattement. C'était un nouvel espoir de redressement qui disparaissait.

**En 1994, vous avez quitté l'Algérie et pris temporairement le chemin de l'exil. Vous avez déclaré récemment que vous avez été exilés deux fois dans votre vie : la première à cause des parachutistes français, la seconde à cause des «barbus»...**

P. Oui. Ce sont des exils que nous n'avions jamais programmés dans notre vie, tous deux dus à la barbarie dont sont capables des être humains qui souhaitent nous faire disparaître. La première fois, parce que de toute évidence nous étions de «mauvais Français» donc des «traîtres» ; la seconde fois parce que nous étions de faux Algériens, «impies» et agents du tyran. Mais chaque fois, nous sommes revenus, avec joie, reprendre notre place... juste un peu plus vieux !

**Votre retour a coïncidé avec le retour de Bouteflika...**

P. C'est une simple coïncidence. Après notre séjour à Genève, où j'ai travaillé à l'OMS, nous sommes restés un an à Paris pour des problèmes familiaux liés à la maladie et au décès de ma belle-mère.

**Durant la révolution ou juste après l'indépendance, avez-vous vu venir le péril intégriste ?**

P. A cette époque, on ne parlait pas de péril intégriste. Cette mouvance s'est manifestée au moment des discussions sur le Charte Nationale, et s'est développée après 1988, s'appuyant sur le désir d'ouverture démocratique et la volonté des responsables de l'époque de sortir de l'économie centralement planifiée. Ce péril a culminé pour moi quand j'ai appris être inscrit sur les listes des personnes à éliminer.

**Et l'avenir, comment le voyez-vous ?**

P. A court terme, confus et mouvementé. A plus long terme avec confiance, parce que je pense que l'intelligence collective reprendra le dessus et que je fais confiance aux nouvelles générations qui ont été formées grâce à – et après – l'indépendance. C'est eux qui poseront les problèmes en termes nouveaux et sauront trouver, je l'espère, de bonnes solutions, en tout cas meilleures que celles qui ont été apportées jusqu'à présent. C'est leur intérêt et celui de leurs enfants.

**Bio-express :**

**- Né à Alger le 27 mars 1930, de parents catholiques engagés dans le syndicalisme chrétien, eux-mêmes nés en Algérie. Responsable de mouvements de jeunesse éducatifs catholiques, il participe aux contacts entrepris en 1951 entre les responsables de mouvements de jeunesse en Algérie. A partir de décembre 1954, il milite à Alger dans le**

**FLN (transport et hébergement de militants et responsables clandestins — dont Ramdane Abane, Larbi ben M'hidi — soins aux malades et aux blessés, diffusion de tracts du FLN et d'El Moudjahid clandestin). Correspondant du journal L'Action (Tunis), il est arrêté une première fois en novembre 1956, puis relâché faute de preuves ; arrêté et emprisonné à Serkadji en février 1957, il est expulsé d'Algérie en mai 1957. Après l'Indépendance, il se consacre à la santé publique. La nationalité algérienne lui ayant été officiellement reconnue en juillet 1963, il est médecin spécialiste, puis assistant et enfin maître de conférences agrégé à la clinique de pneumo-phtisiologie du CHU Mustapha jusqu'en 1971, avant de devenir professeur chef de service de pneumo-phtisiologie au CHU de Beni Messous de 1972 à 1994, année de son exil. Depuis 1999, il fait partie du Comité national d'experts de la tuberculose — qu'il a participé à éradiquer — et des maladies respiratoires auprès du ministre de la Santé, et devient consultant en stratégies de santé publique auprès du Conseil national économique et social. depuis 2006.**

**- Claudine Chaulet, sociologue reconnue, a toujours été aux cotés de son mari, engagé très tôt dans le combat libérateur. Elle a facilité les contacts de certains intellectuels français (Jeanson et Fanon) avec les dirigeants du FLN, parmi lesquels Abane Ramdane qu'elle a transporté, au péril de sa vie, à Blida, après la Bataille d'Alger. Mme Chaulet s'est consacrée, une fois l'indépendance acquise, à l'enseignement. Professeur à la faculté de sociologie de l'université d'Alger en retraite, Claudine Chaulet a beaucoup travaillé sur le milieu rural, plus particulièrement dans la Mitidja. Parmi ses publications les plus connues, La Terre, les frères et l'argent. Stratégie familiale et production agricole en Algérie depuis 1962. Porteuse d'espoir, Mme Chaulet a formé plusieurs promotions d'étudiants algériens qui lui reconnaissent un sens très aiguisé de l'analyse.**

[EL WATAN](#)